

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 45 - VENDREDI 2 OCTOBRE 2009

Semaine amère pour la social-démocratie

Déculottée en Allemagne avec le plus mauvais score du SPD depuis sa création (1). Résultat en demi-teinte pour les socialistes portugais qui, avec 36,6 % des voix conservent le pouvoir mais voient eux aussi s'installer une gauche de gauche en pleine forme (2). En Italie, le PD, parti né de la fusion des ex-communistes et des ex-démocrates chrétiens est franchement à la peine : alors qu'il rentre dans la dernière ligne droite de désignation par primaire de son candidat, les sondages le créditent d'un tout petit 26 %. En Angleterre, le parti travailliste tenait cette semaine son congrès : Gordon Brown semble déjà résolu à sa défaite annoncée : 15 % derrière le très médiocre Cameron, leader conservateur. Le PS français est sonné debout. Il peine à mobiliser ses militants, ne parvient pas à trancher sa stratégie tandis que son incertitude idéologique se vérifie au rythme des transfuges vers le sarkozisme : cette semaine Claude Evin (nommé Président de la Fédération hospitalière de France) ; encore et toujours Jack Lang (mission sur la Corée du Nord)...

Cette simultanéité des crises des partis socialistes n'a donc rien de conjoncturel. La social-démocratie européenne se trouve confrontée à l'épuisement de son projet historique, l'établissement d'un Etat-providence et d'une économie sociale de marché. Alors qu'elle avait su l'imposer au cours des années 1960 1970 dans tous les pays européens, sous le coup de butoir des crises capitalistes, de la mondialisation libérale, des révolutions écologiques et démographiques, ce projet est partout en recul. En recul dans les faits avec le démantèlement des services publics, les privatisations et les protections sociales laminées. En recul aussi dans son principe, tant ce projet a souffert d'un décalage croissant entre le réel et la promesse : la social-démocratie n'a nulle part en mesure de moderniser et donc de défendre ce projet historique.

La seconde crise est plus idéologique. Dans quelques jours seront célébrés les 20 ans de la chute du mur de Berlin. La disparition du « socialisme réel » lamine un des socles de la social-démocratie : l'anticommunisme. Même en Allemagne de l'Ouest, cet anticommunisme ne constitue plus une protection contre Die Linke ! Seule face au capitalisme et au libéralisme, la social-démocratie échoue à les combattre. Elle finit même, à force de compromis et de recul devant l'affrontement politique, à reprendre pour elle-même les critères libéraux de compétitivité, d'efficacité par la concurrence, de règle du donnant-donnant, etc.

La crise de la social-démocratie n'a pas d'issue en dehors d'un réancrage à gauche. Ce réancrage suppose l'invention d'un nouveau corpus. Il ne s'inventera pas hors de la conflictualité avec la gauche de gauche. Il ne se mettra pas en forme s'il n'existe pas au niveau des deux gauches des projets de transformation sociale. C'est aujourd'hui la question principale.

● **CATHERINE TRICOT**

(1) Le SPD a obtenu 22,9 % des voix, en recul de plus de onze points par rapport aux législatives de 2005 (34,2 %). Il perd un tiers de ses députés et 10 millions d'électeurs depuis l'arrivée au pouvoir de Gerhard Schröder en 1998.

(2) Le Bloco de esquerda (Bloc de gauche, anticapitaliste), né en 1999, rassemble des militants trotskistes et maoïstes. Avec 9,9 % des voix, il obtient 16 sièges, soit le double de la précédente législature. La coalition communistes/écologistes a, quant à elle, obtenu 7,9 % des voix et 15 sièges. Au total, la gauche de la gauche pèse désormais près de 18 %.

LE MERLE MOQUEUR

Le gouvernement soutient le PDG de France Télécom comme la corde le pendu. ●

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ [Débat-Fase, la suite](#)

→ [Pas loin en Europe](#)

→ [Carte blanche à Louis Aminot](#)

d'Est en Ouest, la percée de Die Linke

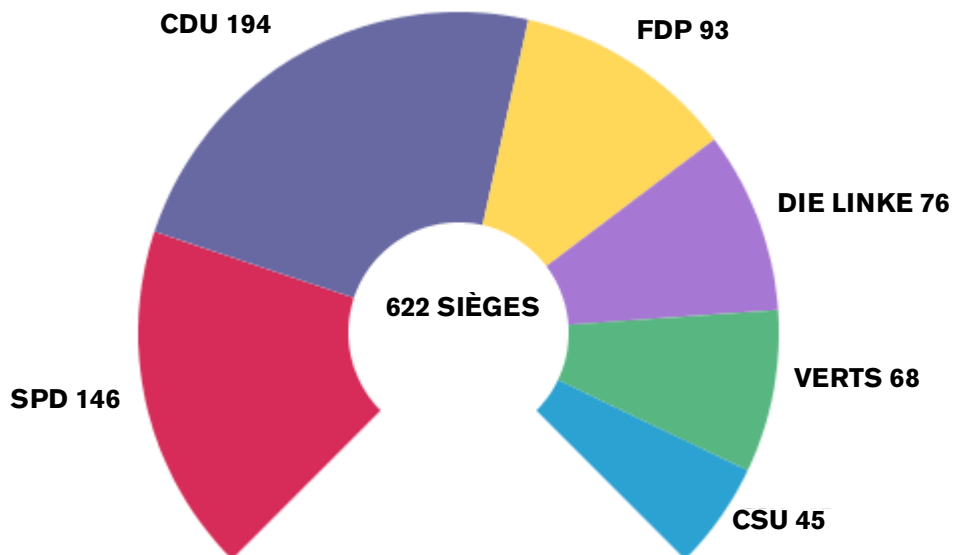
Une nouvelle force s'est affirmée à la gauche du SPD en Allemagne. La dynamique de rassemblement des différentes composantes de Die Linke a porté ses fruits dans les urnes. Rupture politique ? À suivre...

PAR MICHÈLE KIINTZ-TAILLEUR

LA RÉPARTITION DES SIÈGES AU BUNDESTAG

Allemagne, quoi de neuf ? Rien, tendaient à dire télés et représentants de la droite et des sociaux-démocrates (SPD), sur les chaînes publiques allemandes, le 27 au soir, minimisant ou ignorant le score de Die Linke. Et d'insister lourdement, par contre, sur la « victoire » de cette droite – alors que les chrétiens-démocrates (CDU) chutent en nombres de voix et en pourcentage – et sur la réelle percée des libéraux-démocrates (FDP).

Les Allemands vont effectivement continuer de subir Angela Merkel et les rigueurs du néolibéralisme sous un gouvernement CDU-FDP, coalition qui ne s'était plus produite depuis 1994, relayée d'abord par le SPD et les Verts, puis par une coalition CDU-SPD. Cette nouvelle majorité (48,4 %, 332 députés sur 622 à ce jour), les analystes l'imputent à la faiblesse du score du SPD (qui avec 23 % perd plus de 10 % des voix) et au score marquant du FDP (14 %) (1). Cette recomposition marque effectivement d'une part un glissement à droite, celui d'une partie de l'électorat du SPD vers le FDP par exemple, d'autre part un désintérêt et un désaveu politiques, là encore en partie par rapport au SPD, qui se traduisent par une abstention accrue (+ 6,8 %).



Du changement ? Beaucoup, commentent les représentants de Die Linke. À commencer par un résultat global de Die Linke qui dépasse les attentes de ses membres (11,9 % des voix, soit plus de 5 millions, 76 députés, contre 54 auparavant, 40 femmes-36 hommes). Pour Oskar Lafontaine : « On peut dire sans exagération que Die Linke a définitivement modifié le système allemand des partis » (2). Au Bundestag au moins, on passe d'un certain bipartisme à « un système de cinq ou six partis », un rééquilibrage politique, en quelque sorte (3) : accent mis sur le succès dans le champ institutionnel donc.

« **Un événement remarquable dans l'histoire de l'Allemagne** », a déclaré Gregor Gysi : « Depuis 1949, il n'y a jamais eu en République fédérale de ré-

sultat à deux chiffres pour une force politique à gauche de la social-démocratie dans une élection au Bundestag. C'est réellement un changement marquant parce qu'il y avait et qu'il y a probablement en partie encore dans les anciens Länder des difficultés notoires vis-à-vis d'un parti à gauche de la social-démocratie. » Si la carte des votes montre en effet que l'électorat de Die Linke est nettement plus dense à l'est qu'à l'ouest, il y a néanmoins une croissance régulière au-delà de la barre des 5 % à l'ouest, ce que reflète aussi la représentation dans les parlements régionaux (dans 12 Länder sur 16). Dans un pays très marqué par les séquelles de son histoire, par des années de guerre froide et de propagande anticommuniste virulente à l'ouest, par une forte dose de dégâts politiques et humains à l'est et leurs échos à ●●●

●●● L'Ouest, on peut considérer, avec Gr. Gysi, que Die Linke a enclenché un processus de modifications des mentalités dans la société. Mais l'analyse des votes peut amener à nuancer la profondeur de ce changement.

Peut-on penser pour autant, comme le fait Gysi, qu'il est « impossible que le SPD reste ce qu'il est actuellement », sa position dans l'opposition facilitant sa « restructuration », sa « resocialdémocratisation » (sic) ? S'il y a crise au sein et autour du SPD, les déclarations de la tête politique actuelle du parti, Steinmeier par exemple, ne prêtent guère à l'optimisme: le soir des élections, il maintenait que son parti continuerait de soutenir les engagements qui avaient été les siens au gouvernement, dont l'Agenda 2010, après avoir porté les quatre vagues de réformes dites Hartz I à IV contre les droits sociaux et du tra-

vail. Oskar Lafontaine aussi a évoqué la responsabilité du SPD, l'invitant maintenant à « considérer comme étant sa tâche principale, de tout faire pour stopper le démantèlement social ». Avec en perspective, les possibilités de coalition dans les Länder où une majorité est possible avec Die Linke: un sujet sur lequel les sociaux-démocrates divergent sur le plan national et dans les Länder. Les affiches de la campagne témoi-

●●●

LES AXES DE CAMPAGNE DE DIE LINKE



Annuler Hartz IV ! Salaire minimum maintenant ! Contre la retraite à partir de 67 ans ! Impôts sur la richesse ! Plus d'argent pour la formation, pas pour les banques ! Hors d'Afghanistan.

gnent clairement des choix programmatiques et stratégiques de Die Linke; thèmes sociaux-économiques d'abord, thème de la formation et du désengagement militaire. En portant un travail politique de fond à partir de ces questions, Hezlmüt Scholtz, député européen estimait, à la Fête de l'Humanité, que Die Linke aborde aussi des questions de société. Néanmoins, malgré la dénonciation du capitalisme par certains et la présence du socialisme sur certaines banderoles de manifestation, pour l'instant, une transformation alternative de la société n'est pas le projet porté officiellement. C'est, pour une bonne part, ce choix politique dès l'amont

de la création de Die Linke qui a permis « l'unification » de composantes de gauche aussi diverses au sein d'un même parti, ce qu'évoque Gregor Gysi en se félicitant du « pluralisme » au sein des élus de Die Linke à l'image du parti. Cette diversité ressort également des différences dans les déclarations le 27 au soir, par exemple celle de Lafontaine qui parle des « régulations nécessaires », pour réagir à la crise et à ses conséquences – perte de valeurs en billions et perte en millions d'emplois. Des différences qui, en d'autres heures, ont pu provoquer des soubresauts.

●●● Parmi les priorités émises par les Allemands et les motivations de vote (ou d'abstention), les questions économiques et sociales viennent en tête – les coûts, les prix, les salaires, et le chômage passant de la première à la seconde place – très, très loin devant les questions de la formation, de la santé, de la retraite, de la famille et des enfants, et de l'environnement (4). On retrouve chez les électeurs de Die Linke ces mêmes motivations, et une validation croissante de son engagement sur ces questions: une comparaison des points de vue sur

Die Linke entre 2005 et 2009 donne ceci :

- ne résout aucun problème, mais appelle les choses par leur nom: 69 % => 79 %
- s'investit le plus pour les catégories les plus défavorisées: 48 % => 56 %
- veille à plus de justice sociale: 10 % => 15 %
- s'engage en matière de prévoyance vieillesse: 3 => 8 %

Parallèlement interrogés sur le vote du 27 septembre, ils répondent avoir voté par conviction à 39 %, par déception

(vis-à-vis des autres partis) à 60 %. L'ancrage à gauche d'une partie de cet électorat reste fragile. ●●●

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com
Noyau: Gilles Alfonsi, Catherine Tricot
Queues de Cerises: Julien Alapetite,
Michèle Kiintz, Philippe Stierlin,
Arnaud Viviant,

●●● Qui sont ces électeurs ? Plus de femmes que d'hommes, plus de citoyens que d'habitants des campagnes, – une caractéristique due aux électeurs de l'Ouest où la densification urbaine des territoires est plus forte –, 25 % de chômeurs (taux en augmentation, supérieur à tous les autres partis) et 12 % de primo-votants, deux chiffres sur lesquels Dietmar Bartsch insiste dans sa courte intervention le 28 au soir. Globalement, il y a plus d'ouvriers et d'employés que de fonctionnaires et indépendants, mais ces catégories sont plus équilibrées à l'Est qu'à l'Ouest. Quant au niveau de formation, on constate que par rapport aux électeurs du PDS (qui a fourni la très grande majorité au départ des membres de Die Linke et aujourd'hui encore de ses électeurs), l'arrivée de la WASG a amené des membres et un électorat aux formations plus courtes, en particulier chez les primo-votants : ce qui fait dire aux analystes que Die Linke n'est pas ou n'est plus ce que l'on a dit du PDS, un parti de cadres politiques et de « l'élite » de l'ex-RDA.

Une nouvelle force – complexe – s'est donc exprimée à gauche du SPD, pour reprendre l'affirmation de Grégor Gysi, et cela en relativement peu de temps. La dynamique de rassemblement des composantes de Die Linke a porté ses fruits et s'est traduite dans les urnes. La cré-

RÉSULTATS ELECTIONS BUNDESTAG 2009 PAR LANDER ET EST OUEST

| | CDU | SPD | FDP | Linke | Verts | Pirates | NPD | Autres |
|--------------------------|-------------|-----------|-----------|-------------|-------------|---------|-----|--------|
| Länder Est | | | | | | | | |
| Brandenbourg | 23,6 | 25,1 | 9,3 | 28,5 | 6,1 | 2,5 | | 4,9 |
| Mecklembourg | 33,2 | 16,6 | 9,8 | 29,0 | 5,5 | 2,3 | 2,3 | 0,3 |
| Saxe | 35,6 | 14,6 | 13,3 | 24,5 | 6,7 | | 4,0 | 1,3 |
| Saxe Anhalt | 30,1 | 16,9 | 10,3 | 32,4 | 5,1 | 2,4 | | 2,8 |
| Thuringe | 31,2 | 17,6 | 9,8 | 28,8 | 6,0 | 2,5 | 3,2 | 0,9 |
| Berlin | | | | | | | | |
| Berlin Est | 17,8 | 19,9 | 5,0 | 37,9 | 14,8 | | | 4,7 |
| Berlin Ouest | 32,2 | 27,4 | 8,8 | 8,8 | 19,1 | | | 3,7 |
| Berlin Total | 22,8 | 20,2 | 11,5 | 20,2 | 17,4 | 3,4 | | 4,7 |
| Länder Ouest | | | | | | | | |
| Bavière | 42,6 | 16,8 | 14,7 | 6,5 | 10,8 | 2,0 | | 6,6 |
| Brème | 23,9 | 30,3 | 10,6 | 14,2 | 15,4 | 2,4 | | 3,2 |
| Hesse | 32,2 | 25,6 | 16,6 | 8,5 | 12,0 | 2,1 | | 3,0 |
| Hambourg | 27,9 | 27,4 | 13,2 | 11,2 | 15,6 | 2,6 | | 2,1 |
| Basse-Saxe | 33,2 | 29,3 | 13,3 | 8,6 | 10,7 | 2,0 | | 2,9 |
| Rhénanie Nord Westphalie | 33,1 | 28,5 | 14,9 | 8,4 | 10,1 | 1,7 | | 3,3 |
| Rhénanie-Palatinat | 35,0 | 23,8 | 16,6 | 9,4 | 9,7 | 1,9 | | 3,6 |
| Schlesvig-Holstein | 32,2 | 26,8 | 16,3 | 7,9 | 12,7 | 2,1 | | 2,0 |
| Sarre | 30,0 | 24,7 | 11,9 | 21,2 | 6,8 | 1,5 | | 3,2 |
| Total | 34,4 | 23 | 14 | 11,9 | 10,5 | | | |

source : Françoise Diehlmann

dibilité de ce nouveau parti, sa légitimité démocratique se sont accrues.

D'une part, il y a eu traduction de mouvements sociaux dans le champ politique institutionnel, avec coconstruction d'une force politique par des éléments politiques traditionnels et des composantes syndicales et

sociales, dont certaines souvent à l'écart du champ politique comme les chômeurs et les jeunes nouveaux votants : une certaine rupture politique.

Mais, d'autre part, on peut se poser quelques questions : les aspects électoraux n'accaparent-ils pas la vie politique,

DIE LINKE : LE CHEMINEMENT DE FORCES SOCIALES ET POLITIQUES

1990 : Le PDS, Parti du socialisme démocratique, se « re-fonde » à partir du SED (parti « dirigeant » selon les termes de la Constitution de la RDA). Essentiellement implanté à l'Est.

3 octobre : date officielle de la réunification.

1990 à 2004 : le PDS passe de 17 à 36 députés – 2 en 2002 – et acquiert en Allemagne, une « légitimité démocratique ». Intègre le Parlement européen. Un travail politique interne liant l'analyse du passé est-allemand et de la nouvelle réalité allemande conforte l'évolution d'ouverture et de démocratisation du PDS.

2003 à 2004 : Lois « Hartz I à IV » – du nom du directeur de Volkswagen –, sous le gouvernement à majorité sociale-démocrate : remise en question du droit du travail, réduction drastique des allocations de chômage, légalisation des salaires inférieurs aux grilles salariales etc.

2004 : Intensification des mouvements sociaux, avec, à l'Ouest, une traduction politique : la WASG fusion de deux associations l'Alternative électorale et Travail et justice sociale, qui lui donnent son nom : acteurs du mouvement social – syndicalistes, en particulier de la métallurgie et

des services publics, chômeurs et précaires –, anciens membres de l'aile gauche du SPD, Parti social-démocrate d'Allemagne, en rupture avec la politique sociale et économique de leur parti.

2005 : Manifestations contre les mesures de liquidation sociale se multiplient, dont, surtout à l'Est et à Berlin, les Montagsdemos, par analogie avec celles qui ont précédé la chute du Mur en RDA.

Juillet 2005 après dissolution du Bundestag, provoquée par le gouvernement Schröder devant la crise sociale et politique qui secoue aussi une partie de la social-démocratie, le rapprochement du PDS et de la WASG s'accélère : transformation du premier en Linkspartei avec listes ouvertes, sur laquelle figureront des membres de la WASG. Oskar Lafontaine a quitté le SPD en mai et devient, avec Gregor Gysi, président du groupe parlementaire du Linkspartei.

En juin 2007, Congrès constitutif de Die Linke à partir du Linkspartei et de la WASG.

Septembre 2009 Die Linke fait l'événement à gauche, en Allemagne et pour l'Europe.



Manifestation à Berlin, 12/9/2009 : contre le musellement et la peur organisée par l'Etat sécuritaire, pour la liberté et le socialisme.

la campagne pour le Bundestag s'insérant dans une succession des votes pour les parlements régionaux ? N'y a-t-il pas risque de prédominance des formes institutionnelles de vie du parti quand est mis en avant, par certains interlocuteurs élus, bien sûr, le rôle premier des commissions de travail des élus en matière de réflexion théorique et de proposition ? Et, sans développer, l'importance de personnalités de Die Linke, à la limite du vedettariat, n'ont-ils pas déjà joué des tours à la vie démocratique, dans le PDS déjà, au SPD, et aujourd'hui dans Die Linke ?

Si la droite l'a emporté, dans le contexte de la crise, ce que Lafontaine juge « paradoxal », des possibles sont néanmoins ouverts, en ce sens il y a événement, comme l'entend Badiou (5). Cela nous intéresse, nous concerne. Il faut souhaiter que ces possibles se concrétisent en une rupture politique réelle.

(1) Le système de vote au Bundestag repose sur 1 voix pour une liste et 1 voix pour un candidat « direct ». Les chiffres sont donnés en incluant les résultats des deux votes qui déterminent le nombre de députés. les chiffres sont ceux du site officiel

<http://www.bundeswahlleiter.de/de/>

(2) Les citations de Gregor Gysi et Oskar Lafontaine, têtes de liste politiques de Die Linke, et de Dietmar Bartsch, responsable de la campagne, sont extraites de leur intervention en conférence de presse le 28/9/2009, à Berlin-Prenzlauer Berg, Kulturbrauerei (la « brasserie culturelle », une friche industrielle rénovée) quartier et lieu symboliques de l'ancien et nouveau Berlin-Est.

(3) Le parti des chrétiens-sociaux, la CSU, étant compté avec ou à côté du « parti frère », la CDU.

(4) L'analyse faite par Die Linke et téléchargeable sur son site repose sur diverses études sociologiques et des sondages.

(5) In *Hypothèse communiste*, chapitre II et IV.

LE VOTE DIE LINKE PAR CATÉGORIES PROFESSIONNELLES ET TRANCHES D'ÂGE

| | OUEST | EST | TOTAL |
|-----------------|-------|-----|-------|
| OUVRIERS | 12 | 31 | 17 |
| EMPLOYÉS | 8 | 29 | 12 |
| FONCTIONNAIRES | 6 | 26 | 8 |
| INDÉPENDANTS | 6 | 21 | 8 |
| MOINS DE 30 ANS | 10 | 23 | |
| 30 A 44 ANS | 9 | 26 | |
| 45 A 59 ANS | 10 | 33 | |
| PLUS DE 60 ANS | 6 | 28 | |

Du capital au bocal

« Il existe un risque révolutionnaire en France »

Dominique de Villepin
Libération – 19 avril 2009

La France a vraiment de la chance. Avec Dominique de Villepin elle a, réunis dans un seul homme, Talleyrand et Fouché, tous deux comploteurs permanents et hommes d'Etat, trouvant des régimes à la France, à sainte distance de la Révolution. Et il faut le reconnaître : ce Dominique (Marie François René Galouzeau) de Villepin est vraiment trop fort. Après avoir lancé la fusion capitaliste de Gaz de France avec Suez, mise en œuvre par son ennemi Sarkozy (pour le bonheur de leurs amis du même monde), le voilà donc qui réussit, en ce début de XXI^e siècle, la fusion historique de deux anciens ministres du XIX^e siècle : le premier aux Affaires étrangères (Talleyrand, évêque semi-défroqué, devenu prince), le second à la Police (Fouché, régicide, devenu duc). Après avoir mélangé le gaz et l'eau, notre Dominique outragé, ex des Affaires Etrangères et de l'Intérieur, a donc réalisé l'exploit consistant à synthétiser dans sa personne la grandeur et la petitesse de deux commis. Car Dominique de Villepin, c'est cela : le vice appuyé sur le bras de la vertu. En même temps que l'inverse. Sacré DDV comme on le surnomme dans le milieu.

L'histoire ne repasse pas les mêmes plats, se plaisait à répéter l'ancien ministre communiste Charles Fiterman. Lui donnera-t-elle raison ? Pas sûr. Quand on se rappelle que Napoléon qualifiait Talleyrand de « *merde dans un bas de soie* », qui lui-même parlait de l'Empereur en claironnant « *Quel dommage qu'un si grand homme soit si mal élevé* »... On ne peut s'empêcher de penser « *croc de boucher* » et « *casse-toi pauvre con* ».

La France n'a en effet pas que de la chance. Elle a Nicolas Sarkozy, qui crache – il est des mots plus impolis – allègrement sur la présomption d'innocence sur laquelle est fondé le droit français. Avec Sarkozy, plus de présumés innocents et de prévenus à l'ouverture de leurs procès, mais seulement des coupables. Lapsus, ont écrit les éditorialistes de cour à propos de l'interview télé-présidentielle,

comme si le mot « coupable » avait été accidentel. Déjà, en 2003, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, avait annoncé l'arrestation de « l'assassin » du préfet Erignac.

Et que dire de cet accident : la loi du 25 février 2008 créant la « rétention de sûreté » dans le droit pénal français comme seule réponse aux comportements de récidive et ayant introduit un changement profond d'orientation de la justice ? Car dans un Etat fondé sur la liberté, tout être humain réputé doué de raison est déclaré responsable de ses actes. S'il viole la loi, il doit en répondre devant des juges. A l'issue d'un procès public, si l'accusé est déclaré coupable, il devra purger une peine prévue par les tribunaux. Or la loi Sarkozy-Dati a attaqué le roc de ce principe : selon elle, après avoir achevé sa peine et « payé sa dette à la société », au lieu d'être libéré, suivi, aidé, le condamné pourra être « retenu dans un centre de sûreté », par décision de magistrats, parce qu'il présenterait une dangerosité. Comme le dit Robert Badinter : « *Le lien entre une infraction commise et l'emprisonnement de son auteur disparaît. Avec la loi nouvelle, le lien est rompu : il n'y a plus d'infraction commise, mais un diagnostic psychiatrique de dangerosité, d'une prédisposition innée ou acquise à commettre des crimes. Que reste-t-il de la présomption d'innocence dans un tel système ? Après un siècle, nous voyons réapparaître le spectre de « l'homme dangereux » (...), la conception d'un appareil judiciaire voué à diagnostiquer et traiter la dangerosité pénale. On sait à quelles dérives funestes cette approche a conduit le système répressif des Etats totalitaires.* »

Clearestream maintenant ! Comme si tout se résumait à une haine entre deux hommes. Comme si le peuple devait abandonner son imaginaire à deux serviteurs des intérêts du capital. Comme si le tribunal se réduisait à un bocal. Comme si ce procès ne concernait pas près de 40 parties civiles. Clearstream ! Comme pour cacher cette « chambre de compensation luxembourgeoise », faire oublier d'où vient l'argent, où il va, à quoi sert-il. Un affrontement théâtralisé masquant le fait que des journalistes sont au tribunal pour avoir fait leur travail de journaliste. Clearstream ! Véritable machine à déréaliser. « *En politique, ce qui est cru devient plus important que ce qui est vrai* », disait Talleyrand.

● PHILIPPE STIERLIN

La Poste est à nous

Le Comité national contre la privatisation de La Poste (plus de 50 organisations, parmi lesquelles des associations, des syndicats, des partis politiques) organise une grande consultation nationale face aux projets de privatisation.

Consultation nationale du samedi 3 octobre 2009

Le gouvernement veut changer le statut de La Poste pour la privatiser, êtes vous d'accord avec ce projet ?



| | |
|--|--|
| Oui <input type="checkbox"/> | Non <input type="checkbox"/> |
|--|--|

Cochez la case de votre choix

Consultation nationale organisée à l'initiative du Comité national contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal <http://www.appelpourlaposte.fr/>

Votre maire est de droite ou n'a pas sorti les urnes. Qu'importe !
Imprimez le bulletin de vote ci-dessous et **rendez-vous ce samedi à votre bureau de poste**
le plus proche pour **voter**.

Le directeur de votre agence refuse ou votre agence a déjà fermé. Qu'importe ! Glissez votre bulletin dans deux enveloppes (en émargeant sur l'enveloppe extérieure pour le contrôle des opérations de vote). Déposez-là dans une boîte aux lettres jaune avec comme adresse « Comité national contre la privatisation de la poste. » Votre facteur ou votre factrice feront suivre. Gratuitement.

Vous avez déjà voté. Qu'importe ! Faites voter.



En Suède

La Poste est transformée en SARL en 1994. Le prix du timbre bat tous les records (90 % de hausse entre 1993 à 2003). 1/3 des emplois ont été supprimés. Le nombre d'agences est passé de 2000 à 500.



Au Royaume-Uni

La Poste est privatisée en 1999 par Tony Blair. L'échec est tel qu'elle doit être renationalisée en catastrophe avec une perte évaluée à 1,5 milliard de livres, payée par le contribuable. La réorganisation entamée en 2006 a entraîné la fermeture de 2500 bureaux et une réduction massive de l'emploi.



Aux Pays-Bas

La Poste est transformée en SA en 1989. Elle fusionne avec le groupe australien TNT en 1996. L'entreprise est connue pour faire travailler les enfants dans le portage et la publicité non adressée. TNT envisage de supprimer entre 11 000 et 13 000 emplois (sur 59 000) dans les années à venir. 70 % de la main-d'œuvre travaille à temps partiel et il ne subsiste qu'entre 500 et 800 bureaux contre 1300 points de vente.



Directions des postes européennes, les objectifs :

- Supprimer la distribution du courrier en zone rurale (ex : Correos, en Espagne)
- Réduire la distribution du courrier à 5 jours (6 actuellement)
- Augmenter les délais d'acheminement
- Poursuivre les fermetures de bureaux
- Réduire la masse salariale (300 000 emplois visés dans l'Union européenne, 10 000 par an en France)

Un premier pas et tout reste à faire

Ignoré par la presse, le texte commun aux organisations de la gauche de transformation sociale et écologique pourrait constituer un point de départ pour une convergence lors des élections régionales de mars 2010. A certaines conditions...

La situation bouge timidement au sein de la gauche bien à gauche, et dans le bon sens, même s'il est inutile de se perdre en spéculations sur les atterrissages possibles dans quelques semaines. Le fait est que pour aboutir au texte que nous publions, les participants ont fait d'importantes concessions.

Par exemple, pour que le PCF puisse en être signataire, le texte ne pouvait pas d'emblée affirmer la nécessité de listes autonomes au premier tour (pour cause de consultation interne des adhérents, disent les uns ; pour cause de préparation d'alliances à la carte, pensent d'autres). D'autre part, contrairement à ce que certains redoutaient, le NPA n'a pas bataillé pour que la non-participation aux exécutifs régionaux soit un préalable à une convergence : au contraire, l'objectif politique est bien la mise en œuvre d'un programme de rupture... La position initiale du PCF – ne pas avoir de texte commun à l'issue de la réunion – a évolué au cours de la discussion. On notera cependant que l'Humanité ne l'a pas publié, se contentant d'une petite brève.

L'accord sur ce texte n'efface pas des contradictions. Au sein du PCF, le débat se poursuit. Une des clefs pourrait être l'appropriation par les militants de la question concrète de stratégie : pour des politiques ambitieuses et pour des victoires de la gauche, faut-il mieux s'allier au PS au premier tour ou construire la convergence des forces de transformation sociale ?

Le plus souvent, dès lors qu'ils se saisissent du débat, les adhérents poussent dans le sens de l'autonomie. Et c'est peu dire que les « compagnons de route » ne comprendraient pas qu'il en soit autrement. En fait, l'option des Unitaires – nécessité d'une cohérence nationale, autonomie au premier tour nourrissant des victoires au deuxième tour pour des politiques régionales transformées, élargissement grand angle du Front de gauche et

convergence de ce Front avec d'autres forces – est la seule cohérence alternative à la logique du raccordement et de la dépendance du PCF à l'égard du PS.

Du côté de la Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) et du Parti de gauche, l'option stratégique est celle d'une présence autonome dans toutes les régions, avec la volonté de convergences les plus larges possibles.

Quels actes pour faire avancer le « schmilblick » unitaire ?

Un débat s'engage au sein de la FASE sur les actes à produire pour faire avancer le « schmilblick » unitaire : si l'objectif de l'unité la plus large en est la boussole stratégique, comment provoquer et soutenir des avancées ? La FASE se trouve spécifiquement avoir à envisager comment, vu sa position particulière de composante hybride – ni parti, ni simple réseau –, elle peut nourrir les démarches unitaires de ce qui constitue son ambition : contribuer au

passage de la colère sociale à l'implication politique. Soulignons au passage que cet enjeu majeur est au cœur de la démarche des Verts et d'Europe Ecologie (1).

Dans plusieurs régions, les contacts sont engagés avec les forces disponibles, et des cadres communs commencent à se mettre en place. Du côté du PG, mais aussi de Gauche unitaire, des questions se font jour concernant les choix d'alliances dans les régions où le PCF ira avec le PS au premier tour : que faire et avec qui (le NPA, la FASE...) ?

● GILLES ALFONSI

(1) Les Verts viennent de définir ainsi leur stratégie pour les Régionales : « *Le rassemblement, sur un pied d'égalité, des écologistes politiques et associatifs, de militants régionalistes et altermondialistes, de syndicalistes et de citoyens, le métissage des cultures et des histoires militantes sont plus indispensables que jamais pour parvenir à un projet partagé et le porter ensemble jusque dans les institutions régionales.* » Et ils appellent à des listes de large rassemblement des forces de l'écologie et de la solidarité.

LA DÉCLARATION UNITAIRE DU 28 SEPTEMBRE 2009

Le texte intégral de la déclaration publiée par les Alternatifs, la FASE, GU, le NPA, le PCF, le PCOF et le PG à l'issue de leur rencontre.

Les partis et mouvements réunis ce jour, lundi 28 septembre, dans le cadre d'un groupe de travail sur les Régionales ont fait la déclaration suivante :

Dans une situation marquée par une offensive accélérée de la droite et du patronat contre l'ensemble des droits sociaux et des droits démocratiques, nous appelons à soutenir et à contribuer aux mobilisations et aux luttes de façon la plus large et la plus unitaire possible dans la perspective d'une confrontation politique et sociale avec le pouvoir et le patronat.

L'enjeu est de faire subir, enfin, une défaite à ce pouvoir réactionnaire. Les sujets ne manquent pas : la privatisation de La Poste, la multiplication des plans de licenciements, le travail du dimanche, la précarisation du travail et des conditions de vie, la remise en cause du droit aux études pour tous et toutes, l'augmentation du forfait hospitalier, la mise au pas des libertés publiques, les expulsions massives de travailleurs immigrés... Beaucoup de manifestations, d'initiatives sociales et politiques, se mettent en place en cette rentrée. Nous les soutenons ensemble comme la vo-

tation citoyenne contre le changement de statut de La Poste, la manifestation pour le droit des femmes du 17 octobre, les marches pour l'emploi, contre la précarité et les licenciements ou les initiatives en riposte au sommet « climat » de Copenhague...

La crise du capitalisme, économique et écologique, continue ses ravages démentant les discours trompeurs sur la reprise et la moralisation de celui-ci. Les Etats ont distribué des centaines de milliards d'euros ou de dollars aux responsables de la crise financière. Ils demandent maintenant à la population et au monde du travail de payer cette facture, de payer l'addition pour les banques, de payer à la place des pollueurs. La crise écologique s'accroît, alimentée par la logique productiviste du capitalisme : réchauffement climatique, épuisement des ressources naturelles et des terres cultivables, pollutions. Cette crise conduit à la mise en danger des moyens d'existence de millions d'êtres humains et menace gravement la biodiversité. Il y a urgence et les belles déclarations des gouvernants ne sont pas suivies d'actes conséquents. Nous voulons rompre avec cette logique toujours plus folle du capitalisme productiviste. Nous voulons une politique qui remette en cause la logique

du profit pour satisfaire les besoins élémentaires et durables de la population. Face à un capitalisme de plus en plus brutal et sauvage et à un gouvernement bien décidé à accélérer le rythme de ses attaques, rien ne doit détourner de la nécessaire construction d'une alternative à la logique du système capitaliste et productiviste. Sur cette base, il faut œuvrer à gagner la majorité des travailleurs et des citoyens aux perspectives ouvertes par une gauche de combat. Voilà nos priorités.

« Les forces qui composent la gauche antilibérale et anticapitaliste ont le devoir de tout faire pour battre la droite et offrir une autre voie. »

Or, face à la détermination du pouvoir sarkoziste, nous assistons au contraire à un nouveau glissement à droite de la gauche d'accompagnement avec la tentative de construction d'une coalition de centre-gauche PS/MODEM/Europe Ecologie et le projet de primaires. C'est-à-dire d'une gauche qui va toujours plus vers la droite et risque de favoriser ainsi les futures victoires électorales de cette dernière comme le prouve malheureusement la situation italienne.

Dans ce contexte, les forces qui composent la gauche antilibérale et anticapitaliste ont le devoir de tout faire pour battre la droite et offrir une autre voie : un débouché politique qui permette de mettre en œuvre un programme traduisant dans les régions les exigences populaires issues des mobilisations, un programme régional véritablement alternatif au libéralisme et au productivisme.

Il s'agit, ensemble, non seulement de contrecarrer l'offensive politique de la droite et du libéralisme pour défendre les exigences du monde du travail, encourager les résistances mais plus fortement d'inverser le rapport de forces

dans les urnes et dans les luttes. A ce stade, nous savons que des approches différentes existent entre nous sur plusieurs points. Ils sont connus et nous n'avons pas cherché à les esquiver au cours de notre rencontre.

Nous ne pouvons préjuger des décisions souveraines de chacun de nos partis. Mais nous décidons de constituer un cadre politique national de discussion commun en vue de vérifier la possibilité d'aller ensemble aux Régionales.

C'est pourquoi les partis et courants politiques réunis ce jour se sont mis d'accord pour une prochaine réunion de notre groupe de travail sur les Régionales le mercredi 7 octobre. Il aura pour première tâche d'élaborer un calendrier qui permettra d'organiser les discussions sur tous les points à régler afin de trouver un accord.

C'est un premier pas mais il est important car les enjeux de ces élections sont non seulement régionaux, mais nationaux. Ensemble, nous pouvons contribuer à inverser le rapport de force entre la droite, le patronat et les classes populaires dans les luttes et dans les urnes.

Signataires : Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), Gauche unitaire, Les Alternatifs, Nouveau parti anticapitaliste (NPA), Parti communiste français (PCF), Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), Parti de gauche (PG).

Ont également assisté à cette réunion, à titre d'observateurs, des délégations du Forum social des quartiers populaires (FSQP) et de Lutte ouvrière (LO).



Pour recevoir *Cerises* chaque semaine, merci d'envoyer un message à : contact.cerises@gmail.com en indiquant vos noms, prénom, ville et département et l'adresse électronique à laquelle vous souhaitez recevoir *Cerises*.